



## **Communiqué de presse**

### **Préparation de la rentrée scolaire 2011 dans les collèges et les lycées : les représentants de la FSU dénoncent la casse du service public d'Education, le CTPD des Yvelines n'a pu se tenir.**

Les représentants de la FSU ont refusé de siéger au Comité Technique Paritaire Départemental convoqué jeudi 20 janvier pour l'examen des dotations horaires des collèges, SEGPA et lycées des Yvelines : faute de quorum, le CTPD n'a pu se tenir. Par cet acte, ils ont manifesté leur indignation face au désengagement de l'Etat en matière de service public d'Education qui s'accompagne de réformes, tant en collège qu'en lycée, qui tournent le dos à tout objectif de démocratisation et de réussite de tous les jeunes.

Les collèges et lycées des Yvelines sont lourdement taxés : le budget 2011 se concrétise par le retrait de 167 emplois, sans aucun rapport avec l'évolution des effectifs annoncés par l'administration. En collège, 35 emplois sont retirés alors que les effectifs augmentent de 238 élèves. Les SEGPA, dont la prévision annonce 75 élèves de moins, perdent 14 emplois.

Dans les lycées, ce sont 118 emplois qui disparaissent pour une baisse prévue de 730 élèves (soit un enseignant en moins pour 6 élèves !). Cela conduira à une explosion des suppressions de postes, largement amplifiée par une augmentation très significative des heures supplémentaires imposées dans les dotations des établissements.

Les conséquences en sont désastreuses pour tous : baisse du taux d'encadrement, moins d'enseignants devant les élèves, instabilité des équipes pédagogiques, dégradation des conditions d'études et de travail avec des classes toujours plus chargées ...

Bien d'autres leviers sont par ailleurs utilisés pour se plier au cadre budgétaire imposé, modelant un système éducatif sans ambition et de plus en plus inégalitaire.

Sous couvert de « rationalisation », c'est en réalité un appauvrissement de l'offre de formation qui est à l'ordre du jour avec des coupes sombres dans la voie professionnelle, des réformes qui fragilisent la voie technologique (STI), et la fermeture annoncée de 4 BTS largement combattue par des enseignants très mobilisés pour défendre ce qui constitue une voie de réussite pour de nombreux étudiants. En lycée, la réforme, qui montre cette année ses incohérences en classe de seconde, est source de nombreuses économies avec la mise en place, à la rentrée prochaine, d'un tronc commun regroupant désormais dans des classes toujours plus chargées les élèves de séries différentes. Du fait de la conjonction de ces différentes attaques, certains lycées pourraient subir des pertes horaires considérables.

Le démantèlement de l'Education prioritaire, programmé par les annonces du Recteur (CTP Académique du 12 janvier), produit ses premiers effets dévastateurs : 2 collèges et 7 lycées, soit un tiers des 25 établissements ZEP des Yvelines, ont été évincés de la liste du Recteur (56 établissements « protégés » sur l'Académie représentant à peine la moitié des ZEP actuelles). Une logique qui signifie la disparition à brève échéance de moyens supplémentaires justifiés par les difficultés sociales et scolaires des élèves de ces établissements, abandonnant le plus grand nombre en montant en épingle des dispositifs « d'excellence » réservés à une minorité.

Face à de telles régressions, le SNES, le SNUEP et le SNEP, syndicats de la FSU dans le second degré, appellent les enseignants à rejeter ces Dotations Horaires Globales dans les Conseils d'Administration, et à participer massivement à la manifestation régionale samedi 22 janvier, à Paris, à l'appel du collectif « L'éducation est notre avenir ».

Les représentants de la FSU au CTPD 78  
20 janvier 2011